

## 6 Société et Culture

## Approvisionnement en eau potable à Libreville

## La carence persiste



Beaucoup de ménages recourent à ce genre de cuve dont le remplissage revient plus cher au consommateur.



Photo : R.H.A

Des tuyaux toujours à sec, à travers la capitale.



Photo : R.H.A

La pénurie oblige certaines populations à recourir parfois aux cours d'eau, qui les exposent aux risques de maladies hydriques.

R.H.A

Libreville/Gabon

*La problématique est telle que, depuis plusieurs mois, de nombreux foyers ne reçoivent presque pas ce précieux liquide. Par-delà leurs plaintes récurrentes, les populations pensent qu'il est temps que les autorités compétentes prennent cette situation à bras-le-corps.*

**L'APPROVISIONNEMENT** en eau potable est toujours d'actualité. Ce, davantage à Libreville où plusieurs quartiers sont dépourvus de cet or blanc. Les abonnés de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) multiplient les plaintes.

Mais les autorités compétentes ne lèvent pas le petit doigt pour trouver des solutions idoines à leur préoccupation, somme toute légitime. L'eau étant source de vie. On dénombre une vingtaine environ de quartiers dans la capitale qui ne sont plus régulièrement approvisionnés ou pas du tout. Une situation qui perdure depuis plusieurs mois, voire des années. Du coup, les populations ne savent plus à quel saint se vouer. Puisque, face à cette situation pour le moins gênante, embarrassante et préoccupante, les différentes entités impliquées dans la gestion et la distribution d'eau potable à Libreville se rejettent la responsabilité.

Entre le ministère de l'Eau et de l'Énergie, le Conseil national de l'eau et de l'électricité, l'Agence de régulation de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE), la Société du patrimoine ou la SEEG, on ne sait plus à qui en incombe véritablement la responsabilité de mettre un terme à ce long calvaire. Si certains quartiers de la capitale sont servis périodiquement, c'est-à-dire une fois toutes les deux semaines, et à une heure très avancée de la nuit, pour d'autres, l'espoir de voir encore de l'eau couler des robinets relève de la chimère. Il faut donc veiller devant son robinet à des heures tardives et prier pour espérer obtenir le précieux liquide. D'aucuns

doivent donc user de moult stratégies pour avoir ce liquide dans leurs ménages. Dans d'autres cas, l'eau est tellement rare qu'il faut parcourir des kilomètres pour s'en procurer. Puis, il y a ces quartiers où le liquide a complètement disparu des robinets. À Okala, derrière l'école publique par exemple, les populations ont recours à un cours d'eau. C'est l'eau de cette source qui, d'après les témoignages recueillis, sert pour les tâches domestiques et, parfois, à faire la cuisine. *"Je suis plus proche de ce cours d'eau que de la pompe publique. Je souffre de l'arthrose, il m'est impossible de pousser une brouette comme font les autres pour avoir de l'eau potable. C'est pour-*

*quoi, je me contente de cette eau, même si je sais qu'elle est nuisible pour ma santé. Je n'ai pas d'autres choix. Pour avoir de l'eau potable, il faut trouver un jeune à qui je vais devoir donner un billet de 2000 francs pour qu'il accepte de me rendre ce service. Sinon, je me contente de cette eau qui est plus proche de moi"*, pouvait-on entendre se résigner un sexagénaire, rencontré en train de remplir ses récipients. Une situation qui met à mal la santé de ces populations lorsqu'on sait les maladies hydriques auxquelles elles sont exposées après avoir consommé cette denrée impropre. Pourtant, ce problème ne date pas d'aujourd'hui. Au vu et au su des autorités

compétentes, elle perdure et s'enlise. Pour rappel, en 2007, le gouvernement avait annoncé des investissements de l'ordre de 600 milliards de francs pour actualiser et moderniser les infrastructures. Dix années après, les délestages et coupures d'eau se sont intensifiés. Le gouvernement ne peut-il pas concevoir un plan de rationnement qui puisse permettre de rendre l'eau accessible à tous ? Pourquoi, dans un même secteur, certains ménages ont-ils de l'eau et d'autres non ? Pourquoi en période de forte pluviométrie, ce problème perdure-t-il ? Toutes ces questions, malheureusement, demeurent sans réponses. Faute d'interlocuteur!

## Insalubrité à Libreville/Après la suspension des services d'Averda A l'aide, la capitale menacée d'invasion... !

F.B.E.M

Libreville/Gabon

*Alors que les fêtes de fin d'année approchent, les rues de Libreville sont de plus en plus obstruées par des ordures du fait de la saturation de la décharge de Mindoube. Que faire face à l'urgence ?*

**DEPUIS** quelques jours, Libreville et ses environs ont renoué avec l'insalubrité galopante. Elle se matérialise par un amoncellement inhabituel d'ordures ménagères aux abords des voies publiques. A l'origine de cette situation, un ralentissement, sinon "une suspension des services d'Averda pour la collecte des déchets dans les communes de Libreville et d'Akanda, du fait de la fermeture temporaire de la décharge municipale de Mindoube", peut-on lire dans un communiqué publié par ladite société dans l'Union du week-end.

La semaine passée, le ministère de l'Intérieur expliquait la situation avec les mêmes arguments ou presque. Non



Photo : F.B.E.M

Non loin du carrefour Rio, un trottoir sous l'emprise des ordures ménagères.



Photo : F.B.E.M

L'hôpital de Nkembo : son entrée principale presque interdite hier.



Photo : F.B.E.M

A l'Avenue des Grandes Ecoles, les nuisances olfactives sont au rendez-vous.

gera grand chose à un tel rythme. Pour preuve, de Plaine-Orety à Belle-vue, en passant par Rio et

"Enset", Montagne Sainte, etc., certains tas d'ordures ont même traversé les voies. Avec les risques sanitaires que

l'on sait d'une telle exposition prolongée. Même des devantures d'établissements sensibles comme les hôpitaux ne sont pas en reste. Le cas de l'hôpital spécialisé de Nkembo, et dont l'entrée était, jusqu'à hier, aux trois quarts bouchée par les immondices ! Un tableau qui devrait interpeller les départements impliqués dans les questions de salubrité à hâter, plus que jamais, le réaménagement de la décharge publique de Libreville. De même qu'à trouver, à long terme, une solution définitive à ce problème (incinération des or-

dures, aménagement d'une nouvelle plateforme de dépotage, etc.) Assainir Libreville et ses environs est d'autant plus urgent que les fêtes de fin d'année se profilent à l'horizon. Si l'on n'y est pas déjà. Une période durant laquelle les ménages consomment plus que d'ordinaire. Et les déchets produits s'accumulent davantage. Ce n'est certainement pas le visage que les uns et les autres voudraient donner à notre capitale et, partant, à nos villes. Alors, ministère de l'Intérieur, Averda et mairies, au boulot, est-on tenté de dire.